# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

| ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ<br>ΤΗ 30 ΙΟΥΛΙΟΥ 1975 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ<br>159 |
|---|---|---|


### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 88

*Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 Ρυθμίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἀφορώσης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης ὡς καὶ τῶν παρακολουθούντων ταύτην Παραρτημάτων Ι καὶ ΙΙ.*

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἰσχὺν νόμου, ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 Ρύθμισις μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἀναφερομένη εἰς τὴν μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων, τὸ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφὲν τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 Παράρτημα 1 ἀφορῶν εἰς Συμφωνίαν μεταξὺ τῶν Διοικήσεων τῶν Σιδηροδρόμων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τὸ ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφὲν Παράρτημα ΙΙ ἀφορῶν εἰς Συμφωνίαν μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Ἰουνίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
**ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
**ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΑΣΤΟΓΛΟΥ**

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ**

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
**ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ**

*Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.*

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουνίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**

ARRANGEMENT ENTRE LA REPUBLIQUE HELENIQUE ET LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE, RELATIF AU TRANSIT DES MARCHANDISES YOUGOSGLAVES PAR LA ZONE FRANCHE DU PORT DE THESSALONIKI

Les Gouvernements de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie,

Animés du désir de développer davantage la coopération économique entre les deux Pays voisins,

Considérant qu' à cette fin il est dans l'intérêt réciproque d'intensifier leur coopération dans le domaine des transports et de faciliter le transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Sont considerées comme des marchandises yougoslaves en transit (dorénavant appelées le transit yougoslave) par la Zone franche du Port de Thessaloniki les marchandises provenant des pays tiers, qui sont destinées à la Yougoslavie, ainsi que celles originaires de Yougoslavie destinées à être exportées vers des pays tiers.

En sont exclues les marchandises dont l'importation est interdite en Grèce pour raisons de santé et de sécurité publiques, ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Article 2

Le transit yougoslave par la Zone franche du Port de Thessaloniki est exempté de tout impôt, taxe, droit et autre redevance (national ou municipal), à l'exception des droits et taxes perçus en rémunération des services rendus, tels que les droits de chargement, de déchargement et d'emmagasinage.

Article 3

1. Le transport ferroviaire des marchandises yougoslaves en transit par la Zone franche du Port de Thessaloniki s'effectuera selon les dispositions des conventions ferroviaires internationales en vigueur et selon celles de l'Annexe I du présent Arrangement, convenues en date de ce jour, entre les Administrations des chemins de fer des deux Pays.

2. Le transport des marchandises yougoslaves en transit pourra également être effectué par voie routière conformément aux Accords bilatéraux et multilatéraux existant en cette matière.

Article 4

1. Les conditions techniques et économiques selon lesquelles s'effectuera le transit yougoslave par la Zone franche du Port de Thessaloniki sont fixées dans l' Annexe II du présent Arrangement, convenu en date de ce jour, entre l'Organisme du Port de Thessaloniki et la Chambre économique de Yougoslavie.

2. Un des quais du Port de Thessaloniki, déterminé par l'Organisme du Port, sera reservé en priorité à l'accostage des navires transportant le transit yougoslave.

Article 5

1. Un Bureau de représentation de la Chambre économique de Yougoslavie sera établi dans la ville de Thessaloniki. Ce Bureau, qui sera composé de 8 personnes de nationalité yougoslave au maximum, sera établi, fonctionnera et s'occupera de toutes les questions relatives à l'application du present Arrangement et de ses Annexes en accord avec la souveraineté et la législation helléniques. En particulier, il pourra accomplir les actes suivants:

a) Donner les avis nécessaires à l'Organisme du Port en ce qui concerne l'arrivée des navires et de leur cargaison.

b) Faire le nécessaire pour s'assurer des wagons.

c) Prendre en charge les documents de transport du transporteur, si ce dernier n'a pas nommé d'agent maritime.

d) Demander à l'Organisme du Port les manipulations nécesaaaires pour le chargement, le déchargement et l'emmagasinage des marchandises et suivre l'exécution de ces travaux.

e) Effectuer le paiement des services rendus.

f) Accomplir tout acte relatif à l'expedition des marchandises yougoslaves en transit.

g) Recevoir, sur sa demande, des copies des actes dressés par l'Organisme du Port conformément à ses Règlements en vigueur, soit les protocoles relatifs aux marchandises qui ne sont pas reçues en bon état et les certificats constatant s'il y a eu plus ou moins de marchandises par rapport à ce qui figure dans la déclaration de cargaison.

h) Rédiger et compléter dans un souci de rapidité et d'efficacité, —sur la base d'actes dressés par les Autorités helléniques— les actes nécessaires pour l'expédition des marchandises yougoslaves en transit. Cette compétence ne portera pas atteinte et ne limitera pas non plus l'application de la législation hellénique sur ces marchandises.

2. Le personnel du Bureau, qui aura libre accès au Port de Thessaloniki, selon les règlements helléniques, et coopérera avec l'Organisme de ce dernier et les autres Autorités helléniques qui s'y trouvent, ne portera pas de signe extérieur. Il accomplira toutes ses fonctions au nom du Bureau auquel il appartient et conformément à la législation helléniques.

3. Le Bureau précité, ne réalisant pas de bénéfices, n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu pour les actes accomplis en vertu du présent Arrangement et de ses Annexes.

Article 6

Sur demande de la Partie hellénique, la Partie yougoslave accordera dans un des ports maritimes yougoslaves des facilités similaires à celles prévues par le présent Arrangement et ses Annexes aux marchandises helléniques en transit, si le volume de ces marchandises justifie l'octroi des facilités ci-dessus mentionnées. La désignation du port, ainsi que le volume précité, seront fixés ultérieurement par voie conventionnelle à la demande de la Partie hellénique.

Article 7

Les Annexes prévues dans les articles 3 et 4 du présent Arrangement font partie integrante de ce dernier.

A la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes l'Arrangement et ses Annexes peuvent être modifiés pour être adaptés aux techniques nouvelles quant aux opérations portuaires, de chargement, de déchargement et d'emmagasinage dans le Port de Thessaloniki.

Article 8

L'entrée en vigueur du présent Arrangement met fin au fonctionnement de la Zone libre yougoslave de Thessaloniki, établie par la Convention du 10 mai 1923, conclue entre le Royaume de Grèce et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pour régler le transit

par voie de Salonique. Cette Convention, ainsi que les textes qui la complètent, n'auront plus force juridique à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Arrangement.

La Partie Yougoslave évacuera, dans un délai de trente jours à compter de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, la Zone libre yougoslave de Thessaloniki, en retirera les biens meubles qui s'y trouvent et remettra, sans indemnité, à la Partie hellénique tous les biens immeubles dont elle avait l'usage jusqu'à cette date.

Article 9

La validité du présent Arrangement est de dix ans. Si celui-ci n'est pas dénoncé par l'une des Parties contractantes deux ans avant l'expiration du délai susmentionné, la validité du présent Arrangement sera prorogée automatiquement pour de nouvelles périodes de cinq ans, à moins qu'il ne soit dénoncé avec le même délai de préavis avant l'expiration de chacune de ces périodes.

Article 10

Le présent Arrangement est soumis à l'approbation des deux Parties contractantes conformément à leurs dispositions constitutionnelles et entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Béograd dans un délai de quinze jours à partir de la date de la notification de la dernière approbation.

Fait à Athènes, le 3 fevrier 1975, en deux exemplaires riginaux en langue française, les deux textes faisant galement foi.

| Pour le Gouvernement de la République Hellénique | Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie |
|---|---|
| IOANNIS VARVITSIOTIS | HENRIK TONCIC |
| Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères | Président - Adjoint du Comité Fédéral des Transports et Communications |

ANNEXE I.

Accord entre les Administrations des Chemins de fer de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

En application de l'article 3 de l'Arrangement entre les Gouvernements de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki, les Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Un représentant des Chemins de fer yougoslaves fera partie du Bureau prévu par l'article 5 de l'Arrangement entre la République Hellénique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki.

Article 2

En cas d'insuffisance du matériel roulant appartenant aux Chemins de fer helléniques, le transport du transit yougoslave vers la Yougoslavie sera effectué par des wagons des Chemins de fer yougoslaves appropriés à la circulation internationale.

Dans des cas extraordinaires d'insuffisance de wagons de circulation internationale, des ententes ad hoc seront conclues entre les deux administrations ferroviaires dans le cadre des accords internationaux régissant cette matière.

Article 3

Le présent Accord entrera en vigueur en même temps que l'Arrangement entre la République Hellénique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki et aura la même durée de validité que ce dernier.

Fait à Athènes, le 3 février 1975, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

| Pour l'Administration des Chemins de Fer Helléniques | Pour l'Administration des Chemins de Fer Yougoslaves |
|---|---|
| IAKOVOS KAZANDJOGLOU | MILORAD MATEVSKI |
| Directeur | Directeur |

ANNEXE II

ACCORD ENTRE L'ORGANISME DU PORT DE THESSALONIKI ET LA CHAMBRE ECONOMIQUE DE YOUGOSLAVIE

En application de l'article 4 de l'Arrangement entre les Gouvernements de la République Hellénique et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki, les Parties contractantes sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

1. Les navires transportant le transit yougoslave auront le droit d'accoster sans délai au quai Est de la jetée No 2 d'une longueur de 200 mètres du Port de Thessaloniki (le numérotage des jetées étant fait de l'Est à l'Ouest), aux fins de chargement et de déchargement, à condition que l'Organisme du Port en soit avisé à l'avance.

2. Le délai de transmission de l'avis préalable annonçant l'arrivée des navires est de deux jours pour les bâtiments en provenance des ports de la Méditérranée ou de la Mer Noire et de trois jours pour les autres bâtiments. L'avis préalable doit contenir des renseignements aussi complets que possible sur la cargaison transportée.

3. Le Bureau, prévu à l'article 5 de l'Arrangement, détermine quels sont les navires transportant le transit yougoslave qui ont le droit d' accoster sans délai au quai précité.

4. Si ce quai n'est pas utilisé en totalité ou en partie, conformément au paragraphe 1er du présent article, il peut être utilisé pour desservir d'autres navires jusqu' à l'accostage d'un navire bénéficiant de la priorité précité, dont l'arrivée avait été dûment annoncée.

5. Les navires transportant le transit yougoslave peuvent également accoster à d'autres quais de la Zone franche du Port en se conformant à la règle de la priorité selon l'ordre d'arrivée des navires.

6. Les navires transportant le transit yougoslave avec d'autres cargaisons qui font usage de la priorité prévue dans le paragraphe 1er du présent article, auront le droit de charger ou de décharger toute leur cargaison au quai visé dans ce paragraphe.

7. En cas de déchargement direct, et dans le cas où il n'y aurait pas de wagons disponibles, les navires pourront, exceptionnellement, décharger leur cargaison, qui sera entreposée pour une brève période dans les limites de la Zone franche du Port de Thessaloniki.

8. Afin, d'améliorer le rendement du quai visé dans le paragraphe 1er, l'Organisme du Port de Thessaloniki s'engage à exécuter, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les travaux suivants :

a) Installation de deux voies de roulement pour grues à motion électrique couvrant la longueur totale du quai.

b) Reconstruction de la voie ferrée existant le long du quai.

c) Installation sur le quai en question de deux grues électriques d'une capacité de 3 et de 6 tonnes respectivement, qui seront amenées d'autres quais du Port.

d) Construction d'une sous - station électrique dans la région du quai précité pour les besoins des grues électriques.

e) Mise à disposition de deux pontons d'une dimension de 6X3 m², qui, placés entre le quai et les navires, rendront possible l'accostage des navires d'un plus grand tirant d'eau.

9. Pendant la durée des travaux précités, lesquels rendront le quai inutilisable en partie ou en totalité l'Organisme du Port sera tenu d'octroyer aux navires transportant le transit yougoslave la priorité prévue dans le paragraphe 1er du présent article à d'autres quais de la Zone franche du Port.

Pendant la même durée, la Partie yougoslave ne paiera pas de droits de location pour les entrepôts, prévus à l'article 4 du présent Accord, dans la mesure où ces entrepôts ne sont pas utilisés par elle.

Article 2

Le chargement et le déchargement du transit yougoslave, son entreposage et sa manutention s'effectuent par les services de l'Organisme du Port. Ce dernier s'efforcera pour exécuter aussi rapidement que possible les travaux de chargement et de déchargement. L'Organisme du Port n'est pas tenu d'assurer les travaux précités en ce qui concerne les marchandises dangereuses ou explosives, sauf s'il en est autrement convenu.

Article 3

1. La Partie yougoslave disposera, pour l'emmagasinage du transit yougoslave dans la Zone franche du Port, des entrepôts suivants, qui lui seront loués par l'Organisme du Port :

a) d'un entrepôt fermé d'une superficie de 2220 m²,

b) d'un hangar d'une superficie de 2440 m² et

c) des entrepôts en plein air d'une superficie totale de 1200 m² environ. Ces entrepôts, qui sont gerés par l'Organisme du Port, sont désignés dans l'Addendum du présent Accord.

Les droits de location seront réduits de 30 % par rapport aux droits perçus mensuellement par metre carré pour des entrepôts couverts ou en plein air selon les tarifs en vigueur de l'Organisme du Port.

2. S'il s'avérait nécessaire d'utiliser d'autres entrepôts pour le transit yougoslave, ce dernier serait soumis au régime général suivi dans la Zone franche du Port pour les marchandises en transit.

Toutefois, une exemption des droits d'emmagasinage de douze jours pour les entrepôts fermés et ouverts situés à proximité des quais et de trente jours pour les autres entrepôts en plein air sera octroyée, après quoi le transit yougoslave bénéficiera d'une réduction de 20 % par rapport au tarif d'emmagasinage des marchandises en transit en vigueur dans le Port.

Article 4

L'Organisme du Port s'engage à réparer l'emballage des marchandises du transit yougoslave détérioré par la faute de ses services et à restituer les choses ou à payer une compensation au cas où les marchandises précitées, reçues en bon état, auraient subi des dommages à cause d'une faute ou d'une négligence des services de ce dernier.

Article 5

Les tarifs pour les marchandises en transit, en vigueur à la date de la mise en application du présent Accord, ne pourront chaque fois être modifiés qu'après un délai de douze mois et moyennant un préavis de deux mois, à l'exception des tarifs se rapportant en tout ou en partie aux droits de la main d'oeuvre, qui sont soumis au régime général appliqué dans le Port.

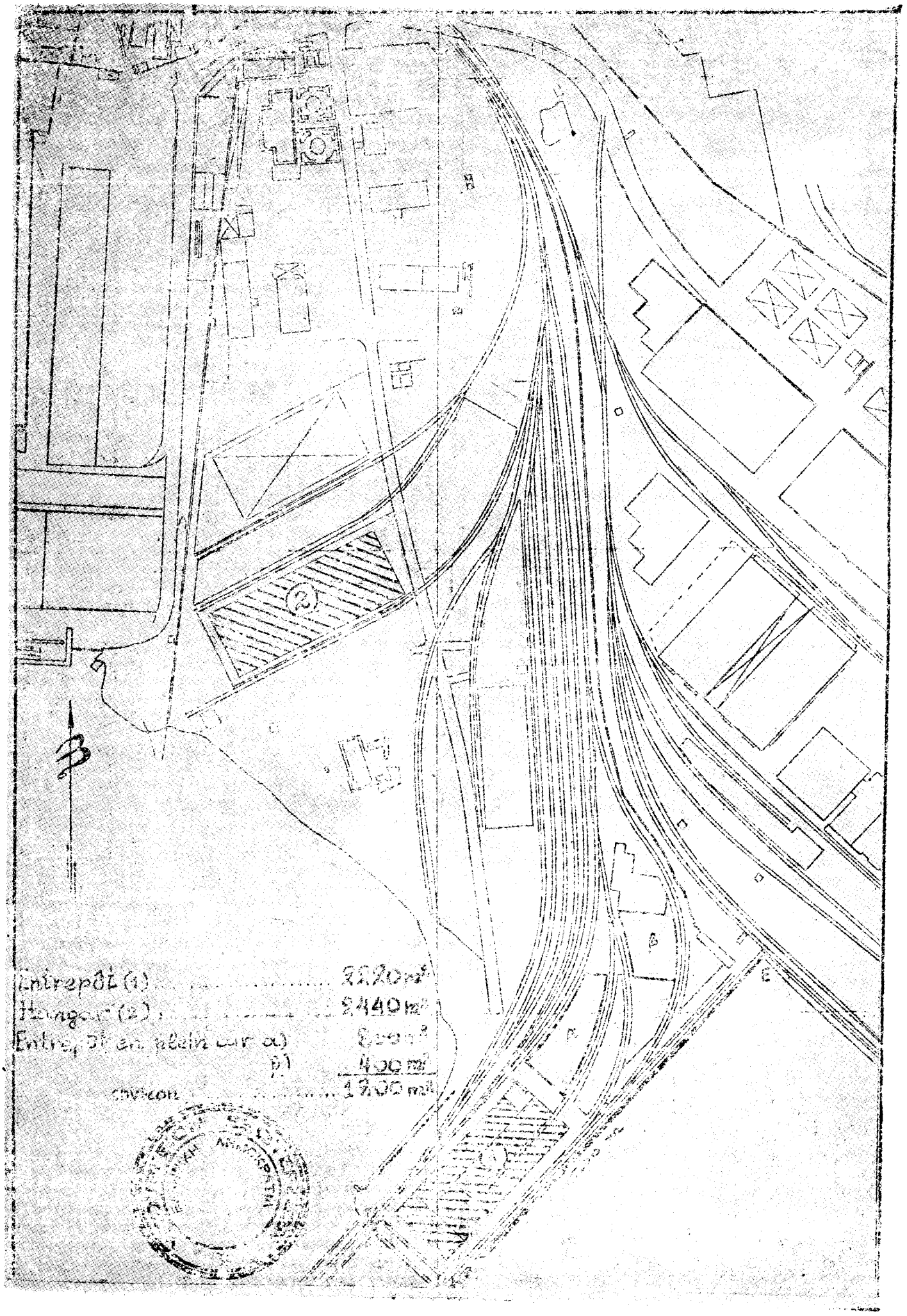
Article 6

Le présent Accord entrera en vigueur en même temps que l'Arrangement entre la République Hellénique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie relatif au transit des marchandises yougoslaves par la Zone franche du Port de Thessaloniki et aura la même durée de validité que ce dernier.

Fait à Athènes, le 3 février 1975, en deux exemplaires originaux en langue française. les deux textes faisant également foi.

| | |
|---|---|
| Pour l'Organisme du Port de Thessaloniki | Pour la Chambre Economique de Yougoslavie. |
| Prof. DIMITRIOS VALALAS | STOJAN COSEV |
| Président de l'Organisme du Port de Thessaloniki | Membre de la Présidence de la Chambre Economique de Yougoslavie |

**ADDENDUM**


Entrepôt (1) ..... 2220 m²
Hangar (2) ..... 2440 m²
Entrepôt en plein air a)
β) 400 m²
convoi ..... 1200 m²

Ρύθμισις μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἀναφερομένη εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης

Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Διακατεχόμεναι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας περαιτέρω ἀναπτύξεως τῆς οἰκονομικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο ὁμόρων χωρῶν.

Θεωροῦσαι πρὸς τοῦτο ὅτι τὸ ἀμοιβαῖον συμφέρον ἐπιτάσσει τὴν ἔντασιν τῆς συνεργασίας των εἰς τὸν τομέα τῶν μεταφορῶν καὶ τὴν διευκόλυνσιν τῆς διαμετακομίσεως τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

Ἄρθρον 1.

Θεωροῦνται ὡς γιουγκοσλαβικὰ ἐμπορεύματα ὑπὸ διαμετακόμισιν (ἐφεξῆς ἀποκαλούμενα γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον) μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης τὰ ἐμπορεύματα τὰ προερχόμενα ἐκ τρίτων χωρῶν τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν, ὡς καὶ τὰ προερχόμενα ἐκ Γιουγκοσλαβίας, καταγωγῆς τῆς χώρας ταύτης καὶ προοριζόμενα πρὸς ἐξαγωγὴν πρὸς τρίτα κράτη.

Ἐξαιροῦνται τὰ ἐμπορεύματα τῶν ὁποίων ἀπαγορεύεται ἡ εἰσαγωγὴ εἰς Ἑλλάδα διὰ λόγους δημοσίας ὑγείας καὶ ἀσφαλείας ἢ διὰ λόγους προφυλάξεως ἐξ ἀσθενειῶν τῶν ζώων καὶ τῶν φυτῶν.

Ἄρθρον 2.

Τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης ἀπαλλάσσεται παντὸς δασμοῦ, φόρου, τέλους, δικαιώματος ἢ ἑτέρας ἐπιβαρύνσεως (ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου ἢ τοῦ Δήμου), ἐξαιρέσει τῶν δικαιωμάτων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀνταμοιβὴν διὰ προσφερομένας ὑπηρεσίας, ὡς εἶναι τὰ δικαιώματα φορτώσεως, ἐκφορτώσεως καὶ ἀποθηκεύσεως.

Ἄρθρον 3.

1. Ἡ σιδηροδρομικὴ μεταφορὰ τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης θὰ πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύι διεθνῶν σιδηροδρομικῶν συμβάσεων ὡς καὶ πρὸς ἐκείνας τοῦ Παραρτήματος Ι τῆς παρούσης Ρυθμίσεως, τὰς συμφωνηθείσας σήμερον μεταξὺ τῶν Διοικήσεων τῶν Σιδηροδρόμων τῶν δύο χωρῶν.

2. Ἡ μεταφορὰ τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων θὰ δύναται ἐπίσης νὰ διενεργῆται καὶ ὁδικῶς, συμφώνως πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου, διμερεῖς καὶ πολυμερεῖς συμφωνίας.

Ἄρθρον 4.

1. Οἱ τεχνικοὶ καὶ οἰκονομικοὶ ὅροι, συμφώνως πρὸς τοὺς ὁποίους θὰ πραγματοποιῆται τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης, τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης καθορίζονται εἰς τὸ Παράρτημα ΙΙ τῆς παρούσης Ρυθμίσεως, τὸ συμφωνηθὲν σήμερον μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ Γιουγκοσλαβικοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου.

2. Ἓν ἐκ τῶν κρηπιδωμάτων τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης, καθορισθὲν ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Λιμένος, θὰ κρατῆται κατὰ προτεραιότητα διὰ τὴν πλεύρισιν τῶν πλοίων τῶν μεταφερόντων γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον.

Ἄρθρον 5.

1. Γραφεῖον ἀντιπροσωπείας τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας θὰ ἐγκατασταθῇ εἰς τὴν πόλιν τῆς Θεσσαλονίκης. Τὸ γραφεῖον τοῦτο, τὸ ὁποῖον θὰ ἀποτελῆται ἀπὸ 8 ἄτομα γιουγκοσλαβικῆς ὑπηκοότητος κατ' ἀνώτατον ὅριον, θὰ ἱδρυθῇ, θὰ λειτουργῇ καὶ θὰ ἐπιλαμβάνεται ὅλων τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Ρυθμίσεως καὶ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς θεμάτων, συμφώνως πρὸς τὴν ἑλληνικὴν κυριαρχίαν καὶ νομοθεσίαν. Εἰδικῶς θὰ δύναται νὰ διενεργῇ τὰς κάτωθι πράξεις :

α) Νὰ δίδῃ τὰς ἀναγκαίας προειδοποιήσεις πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν τοῦ Λιμένος ὡς πρὸς τὴν ἄφιξιν τῶν πλοίων καὶ τοῦ φορτίου των.

β) Νὰ μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐξασφάλισιν βαγονίων.

γ) Νὰ παραλαμβάνῃ τὰ φορτωτικὰ ἔγγραφα ἀπὸ τὸν μεταφορέα ἐὰν ὁ τελευταῖος οὗτος δὲν ἔχῃ διορίσει ναυτικὸν πράκτορα.

δ) Νὰ αἰτῆται παρὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ Λιμένος τοὺς ἀναγκαίους χειρισμοὺς διὰ τὴν φόρτωσιν, ἐκφόρτωσιν καὶ ἀποθήκευσιν τῶν ἐμπορευμάτων καὶ νὰ παρακολουθῇ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τούτων.

ε) Νὰ πραγματοποιῇ τὰς πληρωμὰς διὰ τὰς παρασχεθείσας ὑπηρεσίας.

στ) Νὰ πραγματοποιῇ πᾶσαν πρᾶξιν σχετιζομένην πρὸς τὴν ἀποστολὴν τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων.

ζ) Νὰ παραλαμβάνῃ τῇ αἰτήσει του ἀντίγραφα τῶν ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Λιμένος συντασσομένων, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύι κανονισμοὺς τούτου, ἐγγράφων, ἤτοι πρωτοκόλλων διὰ τὰ ἐν οὐχὶ καλῇ καταστάσει παραλαμβανόμενα ἐμπορεύματα καὶ πιστοποιητικῶν διὰ τὰ ἐπὶ πλέον ἢ ἐπὶ ἔλαττον τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὸ ἀντίστοιχον δηλωτικὸν ἐμπορεύματα.

η) Νὰ συντάσσῃ καὶ νὰ συμπληροῖ, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ταχύτητος καὶ ἀποτελεσματικότητος, —βάσει ἐγγράφων καταρτισθέντων ὑπὸ τῶν ἑλληνικῶν Ἀρχῶν— τὰ ἀναγκαῖα ἔγγραφα διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων. Ἡ ἀρμοδιότης αὕτη δὲν θὰ θίγῃ οὐδὲ θὰ περιορίζῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἑλληνικῆς νομοθεσίας ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων τούτων.

2. Τὸ προσωπικὸν τοῦ Γραφείου, τὸ ὁποῖον θὰ ἔχῃ ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὸν Λιμένα τῆς Θεσσαλονίκης συμφώνως πρὸς τοὺς ἑλληνικοὺς κανονισμοὺς καὶ θὰ συνεργάζεται μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ τούτου, ὡς καὶ τῶν ἐκεῖ εὑρισκομένων ἑλληνικῶν Ἀρχῶν, δὲν θὰ φέρῃ οἱονδήποτε ἐξωτερικὸν γνώρισμα. Τοῦτο ἐκπληροῖ ἅπαντα τὰ καθήκοντα τούτου ἐν ὀνόματι τοῦ Γραφείου, εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκει καὶ συμφώνως πρὸς τὴν ἑλληνικὴν νομοθεσίαν.

3. Τὸ προμνησθὲν Γραφεῖον, μὴ πραγματοποιοῦν κέρδη, δὲν ὑπόκειται εἰς φόρον εἰσοδήματος διὰ τὰς πράξεις τὰς ἐνεργουμένας δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Ρυθμίσεως καὶ τῶν Παραρτημάτων της.

Ἄρθρον 6.

Τῇ αἰτήσει τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς, ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ χορηγήσῃ εἰς ἕνα τῶν γιουγκοσλαβικῶν θαλασσίων λιμένων διευκολύνσεις παρομοίας πρὸς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης Ρυθμίσεως καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς εἰς τὰ ἑλληνικὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα, ἐφ' ὅσον ὁ ὄγκος τῶν ἐμπορευμάτων τούτων δικαιολογεῖ τὴν χορήγησιν τῶν ἀνωτέρω διευκολύνσεων. Ὁ καθορισμὸς τοῦ λιμένος ὡς καὶ τοῦ προαναφερθέντος ὄγκου θὰ ὁρισθῇ μεταγενεστέρως διὰ τῆς συμβατικῆς ὁδοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς.

Ἄρθρον 7.

Τὰ προβλεπόμενα Παραρτήματα εἰς τὰ ἄρθρα 3 καὶ 4 τῆς παρούσης Ρυθμίσεως ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς τελευταίας.

Τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἡ Ρύθμισις καὶ τὰ Παραρτήματα αὐτῆς δύνανται νὰ τροποποιοῦνται, ἵνα προσαρμόζωνται εἰς νέας τεχνικὰς μεθόδους, ὅσον ἀφορᾷ τὰς λιμενικὰς ἐργασίας φορτώσεως, ἐκφορτώσεως καὶ ἀποθηκεύσεως εἰς τὸν Λιμένα τῆς Θεσσαλονίκης.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ θέσις ἐν ἰσχύ τῆς προύσης Ρυθμίσεως θέτει τέρμα εἰς τὴν λειτουργίαν τῆς Ἐλευθέρας Γιουγκοσλαβικῆς Ζώνης, ἥτις ἱδρύθη διὰ τῆς συναφθείσης τὴν 10ην Μαΐου 1923, μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Βασιλείου τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων, Συμβάσεως πρὸς ρύθμισιν τοῦ διαμετακομιστικοῦ ἐμπορίου μέσῳ τῆς Θεσσαλονίκης. Ἡ σύμβασις αὕτη ὡς καὶ τὰ συμπληρωματικὰ αὐτῆς κείμενα στεροῦνται πλέον πάσης νομικῆς ἰσχύος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύ τῆς παρούσης Ρυθμίσεως.

2. Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ ἐκκενώσῃ ἐντὸς προθεσμίας τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύ τῆς παρούσης Ρυμθίσεως, τὴν Ἐλευθέραν Γιουγκοσλαβικὴν Ζώνην, θὰ ἀποσύρῃ τὰ ἐντὸς αὐτῆς εὑρισκόμενα κινητὰ πράγματα καὶ θὰ παραδώσῃ, ἄνευ ἀποζημιώσεως, εἰς τὴν ἑλληνικὴν πλευρὰν πάντα τὰ ἐπ' αὐτῆς ἀκίνητα ὧν εἶχε μέχρι τοῦδε τὴν χρῆσιν.

Ἄρθρον 9.

Ἡ διάρκεια τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ρυθμίσεως εἶναι δεκαετής.

Ἐὰν ἡ Ρύθμισις αὕτη δὲν καταγγελθῇ παρ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν δύο ἔτη πρὸ τῆς παρελεύσεως τῆς ἀνωτέρω περιόδου, ἡ ἰσχὺς αὐτῆς θὰ παρατείνεται αὐτομάτως διὰ νέας περιόδους πέντε ἐτῶν, ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ μὲ τὴν ἰδίαν προθεσμίαν προειδοποιήσεως πρὸ τῆς λήξεως ἑκάστης τῶν περιόδων τούτων.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Ρύθμισις ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικάς των διατάξεις καὶ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βελιγραδίῳ ἐντὸς προθεσμίας δεκαπέντε ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας γνωστοποιήσεως τῆς τελευταίας τῶν ἐγκρίσεων.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

| Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας | Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας. |
|---|---|
| ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ | ΧΕΝΡΙΚ ΤΟΝΣΙΤΣ |
| Ὑφυπουργὸς Ἐξωτερικῶν | Ἀναπληρωτὴς Πρόεδρος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν |

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Συμφωνία μεταξὺ τῶν Διοικήσεων τῶν Σιδηροδρόμων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 3 τῆς ρυθμίσεως μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιογκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης, τὰ συμβαλλόμενα μέρη συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

Ἄρθρον 1.

Ἀντιπρόσωπος τῶν Γιουγκοσλαβικῶν Σιδηροδρόμων θὰ ἀποτελέσῃ μέλος τοῦ Γραφείου τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 5 τῆς ρυθμίσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης.

Ἄρθρον 2.

Ἐν περιπτώσει ἀνεπαρκείας τοῦ τροχαίου ὑλικοῦ τοῦ ἀνήκοντος εἰς τοὺς ἑλληνικοὺς σιδηροδρόμους, ἡ μεταφορὰ τοῦ γιουγκασλαβικοῦ διαμετακομιστικοῦ ἐμπορίου πρὸς τὴν Γιουγκοσλαβίαν θὰ διενεργῆται διὰ βαγονίων τῶν γιουγκοσλαβικῶν σιδηροδρόμων καταλλήλων διὰ διεθνῆ κυκλοφορίαν.

Εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις ἀνεπαρκείας βαγονίων διεθνοῦς κυκλοφορίας, συμφωνίαι ἐπὶ τούτου θὰ συνάπτωνται μεταξὺ τῶν δύο διοικήσεων σιδηροδρόμων, εἰς τὸ πλαίσιον τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν τῶν διεπουσῶν τὸ θέμα τοῦτο.

Ἄρθρον 3.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι ταὐτοχρόνως πρὸς τὴν ρύθμισιν τὴν συναφθεῖσαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης καὶ θὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν διάρκειαν ἰσχύος ὡς καὶ ἡ τελευταία αὕτη.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν τῶν δύο κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

| Διὰ τὴν Διοίκησιν τῶν Γιουγκοσλαβικῶν Σιδ/μων | Διὰ τὴν Διοίκησιν τῶν Ἑλληνικῶν Σιδ/μων |
|---|---|
| ΜΙΛΟΡΑΝΤ ΜΑΤΕΒΣΚΙ | ΙΑΚ. ΚΑΛΑΝΤΖΟΓΛΟΥ |
| Διευθυντὴς | Διευθυντὴς |

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Συμφωνία μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης καὶ τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 4 τῆς ρυθμίσεως μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν διαμετακόμισιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσ/νίκης, τὰ συμβαλλόμενα μέρη συνεφώνησαν τὰ κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

1. Τὰ πλοῖα τὰ μεταφέροντα τὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικὰ ἐμπορεύματα, θὰ δικαιοῦνται νὰ πλευρίζουν ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὸ ἀνατολικὸν κρηπίδωμα, μήκους 200 μέτρων, τῆς ὑπ' ἀριθ. 2 προβλῆτος τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης (τῆς ἀριθμήσεως τῶν προβλητῶν γενομένης ἐξ ἀνατολῶν πρὸς δυσμάς), πρὸς φόρτωσιν ἢ ἐκφόρτωσιν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ὁ Ὀργανισμὸς τοῦ Λιμένος θὰ ἔχῃ εἰδοποιηθῇ ἐκ τῶν προτέρων.

2. Ἡ προθεσμία μεταδόσεως τῆς προαγγελίας ἀφίξεως τῶν πλοίων εἶναι δύο ἡμέραι διὰ τὰ πλοῖα τὰ προερχόμενα ἐκ λιμένων τῆς Μεσογείου ἢ τῆς Μαύρης Θαλάσσης καὶ τρεῖς ἡμέρας διὰ τὰ λοιπὰ πλοῖα. Ἡ προαγγελία δέον ὅπως περιλαμβάνῃ ὅσον τὸ δυνατὸν πληρεστέρας πληροφορίας ἐπὶ τοῦ μεταφερομένου φορτίου.

3. Τὸ Γραφεῖον τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς ρυθμίσεως, καθορίζει ποῖα ἐκ τῶν πλοίων τῶν μεταφερόντων γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ πλευρίζουν ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὸ ἀνωτέρω κρηπίδωμα.

4. Ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ κρηπίδωμα δὲν χρησιμοποιῆται ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τοῦτο δύναται νὰ χρησιμοποιῆται πρὸς ἐξυπηρέτησιν ἑτέρων πλοίων, μέχρις ὅτου πλευρίσῃ πλοῖον τὸ ὁποῖον ἀπολαύει τῆς μνημονευθείσης προτεραιότητος καὶ τοῦ ὁποίου ἡ ἄφιξις ἀνηγγέλθη κατὰ τὰ ἀνωτέρω.

5. Τὰ πλοῖα τὰ μεταφέροντα γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον δύνανται ἐπίσης νὰ πλευρίζουν καὶ εἰς ἕτερα κρηπιδώματα τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ λιμένος, συμμορφού-

μενα πρὸς τὸν κανόνα προτεραιότητος συμφώνως πρὸς τὴν σειρὰν ἀφίξεως τῶν πλοίων.

6. Τὰ πλοῖα τὰ μεταφέροντα τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον μετ' ἄλλων φορτίων, ἅτινα ποιοῦνται χρῆσιν τῆς προτεραιότητος τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ φορτώσουν ἢ ἐκφορτώσουν τὸ σύνολον τοῦ φορτίου των εἰς τὸ κρηπίδωμα τὸ καθορισθὲν εἰς τὴν παράγραφον ταύτην.

7. Ἐν περιπτώσει ἀμέσου ἐκφορτώσεως καὶ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν θὰ ὑπῆρχον διαθέσιμα βαγόνια, τὰ πλοῖα θὰ ἠδύναντο, κατ' ἐξαίρεσιν, νὰ ἐκφορτώσουν τὰ φορτία των τὰ ὁποῖα θὰ ἐναποθηκευθοῦν διὰ βραχείαν περίοδον ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης.

8. Ἐπὶ σκοπῷ βελτιώσεως τῆς ἀποδοτικότητος τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν παράγραφον 1 κρηπιδώματος, ἡ Διοίκησις τοῦ Ὀργανισμοῦ Λιμένος Θεσσαλονίκης ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐκτελέσῃ, ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀρχομένης ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης συμφωνίας, τὰ κάτωθι ἔργα:

α) Ἐγκατάστασιν δύο σιδηροτροχιῶν δι' ἠλεκτροκινήτους γερανοὺς καλυπτουσῶν τὸ ὁλικὸν μῆκος τοῦ κρηπιδώματος.

β) Ἀνακατασκευὴν τῆς ὑπαρχούσης σιδηροδρομικῆς γραμμῆς κατὰ μῆκος τοῦ κρηπιδώματος.

γ) Ἐγκατάστασιν ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ κρηπιδώματος δύο ἠλεκτροκινήτων γερανῶν, ἱκανότητος τριῶν καὶ ἓξ τόννων ἀντιστοίχως, οἱ ὁποῖοι θὰ μεταφερθοῦν ἐξ ἑτέρων κρηπιδωμάτων τοῦ Λιμένος.

δ) Κατασκευὴν ἑνὸς ἠλεκτρικοῦ ὑποσταθμοῦ ἐν τῇ περιοχῇ τοῦ προαναφερθέντος κρηπιδώματος διὰ τὰς ἀνάγκας τῶν ἠλεκτρικῶν γερανῶν.

ε) Διάθεσιν δύο πλωτήρων διαστάσεων 6Χ3 μ² οἵτινες παρεμβαλλόμενοι μεταξὺ κρηπιδώματος καὶ πλοίου θὰ παρέχουν τὴν δυνατότητα πλευρίσεως πλοίων μεγαλυτέρου βυθίσματος.

9. Διαρκούσης τῆς ἐκτελέσεως τῶν προαναφερθέντων ἔργων, τὰ ὁποῖα θὰ καταστήσουν ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει ἀχρησιμοποίητον τὸ κρηπίδωμα, ὁ Ὀργανισμὸς τοῦ Λιμένος ὑποχρεοῦται νὰ παραχωρῇ εἰς τὰ πλοῖα τὰ μεταφέροντα γιουγκοσλαβικὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα τὴν εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένην προτεραιότητα, εἰς ἕτερα κρηπιδώματα τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος.

10. Κατὰ τὴν αὐτὴν ἐπίσης διάρκειαν, ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ δὲν θὰ καταβάλλῃ δικαιώματα μισθώσεως διὰ τοὺς ἀποθηκευτικοὺς χώρους τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸ ἄρθρον 3 τοῦ παρόντος παραρτήματος, καθ' ὃ μέτρον οὗτοι δὲν χρησιμοποιοῦνται ὑπ' αὐτῆς.

## Ἄρθρον 2.

Ἡ φόρτωσις καὶ ἐκφόρτωσις τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων, ἡ ἀποθήκευσις καὶ ἡ τακτοποίησις αὐτῶν διενεργοῦνται ὑπὸ τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ Λιμένος. Ὁ τελευταῖος οὗτος θὰ προσπαθῇ νὰ ἐκτελῇ ὅσον εἶναι δυνατὸν ταχέως τὰς ἐργασίας φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως. Ὁ Ὀργανισμὸς τοῦ Λιμένος δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐξασφαλίζῃ τὰς προαναφερθείσας ἐργασίας ὅσον ἀφορᾷ ἐπικίνδυνα ἢ ἐκρηκτικὰ ἐμπορεύματα ἐκτὸς ἂν ἄλλως ἤθελε συμφωνηθῇ.

## Ἄρθρον 3.

1. Ἡ γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ θὰ ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσίν της, διὰ τὴν ἐναποθήκευσιν τῶν, ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων της εἰς τὴν Ἐλευθέραν Ζώνην τοῦ λιμένος τὰς κάτωθι ἀποθήκας αἱ ὁποῖαι θὰ ἐκμισθωθοῦν εἰς αὐτὴν ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ Λιμένος:

α) Μίαν κλειστὴν ἀποθήκην, ἐπιφανείας 2.220 μ²

β) Ἓν ὑπόστεγον ἐπιφανείας 2.440 μ².

γ) Ὑπαιθρίους χώρους συνολικῆς ἐπιφανείας 1.200 μ² περίπου.

Οἱ ἀποθηκευτικοὶ οὗτοι χῶροι οἱ ὁποῖοι τελοῦν ὑπὸ τὴν διαχείρισιν τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ Λιμένος καθορίζονται ἐν τῇ προσθήκῃ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Τὰ μισθώματα τῶν ἀποθηκευτικῶν χώρων θὰ εἶναι μειωμένα κατὰ 30% ἐν σχέσει πρὸς τὰ εἰσπραττόμενα μηνιαίως κατὰ μ² δικαιώματα δι' ἐστεγασμένας καὶ ὑπαιθρίους ἀποθήκας τοῦ λιμένος, συμφώνως πρὸς τὰ ἐν ἰσχύι τιμολόγια τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ Λιμένος.

2. Ἐὰν ἤθελε παραστῇ ἀνάγκη χρησιμοποιήσεως ἄλλων ἀποθηκῶν ἐν τῇ Ἐλευθέρᾳ Ζώνῃ τοῦ λιμένος διὰ τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον, τοῦτο θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὸ καθεστὼς τὸ ἰσχῦον ἐν τῇ Ἐλευθέρᾳ Ζώνῃ τοῦ λιμένος διὰ τὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα.

Ἐν τούτοις θὰ χορηγηθῇ ἀπαλλαγὴ ἐκ τῶν δικαιωμάτων ἀποθηκεύσεως, δώδεκα ἡμερῶν διὰ τὰς κλειστὰς καὶ τὰς ἀνοικτὰς ἀποθήκας τὰς κειμένας ἐγγὺς τῶν κρηπιδωμάτων, καὶ τριάκοντα ἡμερῶν διὰ τοὺς λοιποὺς ὑπαιθρίους χώρους, μεθ' ὃ τὸ γιουγκοσλαβικὸν διαμετακομιστικὸν ἐμπόριον θὰ ἀπολαύῃ ἐκπτώσεως 20% ἐν σχέσει μὲ τὸ ἐν ἰσχύι τιμολόγιον ἀποθηκεύσεως τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων ἐν τῷ λιμένι.

## Ἄρθρον 4.

Ὁ Ὀργανισμὸς τοῦ Λιμένος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπαναρθώνῃ τὴν συσκευασίαν τῶν ἐν διαμετακομίσει γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων, ἡ ὁποία ὑπέστη ἀλλοιώσεις τῇ ὑπαιτιότητι τῶν ὑπηρεσιῶν του, καὶ νὰ ἀποκαθιστᾷ τὰ πράγματα ἢ νὰ καταβάλλῃ ἀποζημίωσιν, ἐν ᾗ περιπτώσει τὰ μνημονευθέντα ἐμπορεύματα, παραληφθέντα ἐν καλῇ καταστάσει, ἤθελον ὑποστῇ ζημίας ἐκ πταίσματος ἢ ἀμελείας τῶν ὑπηρεσιῶν αὐτοῦ.

## Ἄρθρον 5.

Τὰ τιμολόγια τῶν, ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων τὰ ἰσχύοντα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας δὲν θὰ δύνανται ἑκάστοτε νὰ τροποποιοῦνται, εἰ μὴ μόνον μετὰ προθεσμίαν 12 μηνῶν καὶ κατόπιν διμήνου προειδοποιήσεως, τῇ ἐξαιρέσει τῶν τιμολογίων τῶν ἀναφερομένων ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει εἰς τὰ ἐργατικὰ δικαιώματα ἅτινα ὑπόκεινται εἰς τὸ γενικὸν καθεστὼς τὸ ἐφαρμοζόμενον ἐν τῷ Λιμένι.

## Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι ταυτοχρόνως πρὸς τὴν ρύθμισιν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν διαμετακόμισιν γιουγκοσλαβικῶν ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς Ἐλευθέρας Ζώνης τοῦ Λιμένος τῆς Θεσσαλονίκης καὶ θὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν διάρκειαν ἰσχύος οἵαν καὶ ἡ τελευταία αὕτη.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 3ην Φεβρουαρίου 1975 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφότερα τὰ κείμενα ἔχοντα τὸ αὐτὸ κῦρος.

ΔΙΑ ΤΟΝ
ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΝ ΛΙΜΕΝΟΣ ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΣ
Καθ. ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΒΑΛΑΛΑΣ
Πρόεδρος Ο.Λ.Θ.

ΔΙΑ ΤΟ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟΝ ΕΠΙΜΕΛΗΤΗΡΙΟΝ
ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑΣ
ΣΤΟΓΙΑΝ ΤΣΟΖΕΦ
Μέλος τοῦ Προεδρείου τοῦ Οἰκονομικοῦ
Ἐπιμελητηρίου τῆς Γιουγκοσλαβίας

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ